

Courrier de mission : neuf actions pour faire revivre Bangui

Né en République centrafricaine et ayant fait ses études de théologie à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui, avant de devenir boursier du Défap, Rodolphe Gozegba est désormais engagé dans un projet visant à améliorer les conditions de vie de la capitale de son pays, Bangui. Une capitale fragile et qui a frôlé la famine : c'est à ce premier problème que s'est attaquée l'association qu'il a fondée, A9. Mais au-delà, les objectifs sont plus ambitieux et vont de la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale à la sensibilisation de la population à la question de l'environnement, en passant par la promotion du vivre-ensemble. Des objectifs que Rodolphe Gozegba a eu l'occasion de détailler au micro de Marion Rouillard, dont il était l'invité fin novembre pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ».



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9 lors d'une visite en France © DR

En République centrafricaine, les maux sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La

MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189. Or parallèlement, le pays est très fragile face aux effets du changement climatique et voit se multiplier les événements climatiques extrêmes : en 2019 par exemple, de fortes inondations à Bangui ont forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leur domicile. Pendant que la diminution des ressources en eau et en pâturages dans les régions du Sahel et du lac Tchad provoque l'arrivée de nombreux éleveurs avec leurs troupeaux, ce qui crée aussi des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Lorsqu'il est venu en France depuis Bangui pour poursuivre des recherches en bénéficiant d'une bourse du Défap, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé avait déjà fait plusieurs années d'études à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui ; en se plongeant dans la pensée de Jürgen Moltmann, il a rapidement fait un parallèle entre cette théologie de l'espérance et des recommencements, et sa quête d'un espoir face aux maux affligeant son pays. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'Institut protestant de théologie de Paris, Rodolphe Gozegba s'est lancé dans un projet concret pour aider ses compatriotes à Bangui. « En tant que théologien, ayant travaillé sur la théologie de Moltmann, qui place l'humain au cœur de toutes préoccupations, j'ai approché certains amis, et nous avons créé A9 », explique-t-il aujourd'hui au micro de Marion Rouillard.

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

A9 : une association qui a pour but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

Mais pourquoi ce nom : A9 ? Il s'agissait, pour Rodolphe Gozegba et la douzaine d'amis avec lesquels il a créé cette association, de faire référence à un symbole fort de la République centrafricaine en lien avec leurs préoccupations, notamment environnementales. « On s'était rendu compte que le seul article de la Constitution centrafricaine qui abordait les questions liées à l'environnement, c'était l'article 9. » Dès lors, le nom de l'association était tout trouvé : A9. Mais les fondateurs de la jeune association devaient bientôt s'apercevoir qu'en 2016, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, avait modifié la Constitution ; et que l'article 9 s'était alors retrouvé placé à la 11ème place... Or

le nom de l'association était choisi, et « A11 » sonnait beaucoup moins bien que « A9 » ... Rodolphe Gozegba et ses amis devaient alors se livrer à une relecture en profondeur de cet article pour en dégager neuf actions, lesquelles constituent désormais les axes du programme de travail de l'association :

- l'agriculture urbaine et périurbaine
- la sensibilisation de la population et des instances politiques à la question de l'environnement
- la préservation de la nature
- le reboisement de la ville
- la promotion de l'égalité hommes-femmes en luttant contre les violences faites aux femmes
- la cohésion sociale et la promotion du vivre-ensemble
- la préservation de la nature : cours d'eau, sources et brousse
- la création d'un système de collecte d'ordures et de recyclage
- la promotion des soins de santé physique et sociale, la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale, notamment pour faire face aux conséquences des traumatismes subis par la population après des années de guerre plus ou moins ouverte, plus ou moins larvée.

Après la création de jardins potagers à Bangui pour améliorer l'autonomie alimentaire des habitants, A9 a lancé en juin 2022 la deuxième action visant à participer activement au rétablissement de la cohésion sociale. Elle veut désormais lancer une formation d'éducation au dialogue interreligieux et interculturel, débouchant sur un Certificat de compétence en Dialogue interculturel et interreligieux. Les besoins sont immenses, mais les idées ne manquent pas ; les bonnes volontés non plus.

Djibouti : former à l'énergie solaire

Dans un pays qui cumule les défis (économiques et de développement, sociaux, environnementaux), la petite Église protestante de Djibouti, avec le soutien du Défap, apporte son témoignage à travers une activité diaconale dont les bienfaits sont largement reconnus par les autorités. Son projet de formation à l'installation et à la maintenance de panneaux photovoltaïques répond à la fois à deux problèmes : la difficile transition énergétique dans laquelle est engagée la République de Djibouti, et l'aide à l'insertion de jeunes Djiboutiens dans le marché du travail. Un projet soutenu par l'UEPAL, qui le reprend dans son carnet de solidarité 2023.



Panneaux solaires au centre de formation de l'EPED © EPED

Partenaire du projet :

Centre de Formation de l'Église protestante de Djibouti

(EPED).

Objectifs :

Fournir à des jeunes Djiboutiens une formation de qualité en montage, mise en service, exploitation et maintenance des installations solaires photovoltaïques.

Contexte :

La République de Djibouti est confrontée à plusieurs défis de taille liés à la production, à la distribution et à l'utilisation de l'électricité. Le pays reste fortement tributaire des importations de combustibles fossiles et d'électricité. Il est ainsi exposé aux fluctuations des prix des produits pétroliers, ce qui crée des incertitudes affectant le développement économique et social. Djibouti a donc lancé un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 ». Ce plan ambitieux couvre les aspects sociaux et économiques, plus particulièrement les secteurs de l'éducation, du tourisme, de la pêche, des nouvelles technologies de l'information, de la communication, du transport et de la logistique, de l'industrie et de l'énergie. Dans le domaine de l'énergie, Djibouti souhaite réaliser une transition de son secteur énergétique, en passant de 100% de sources thermiques à 100% de sources en électricité renouvelables.

Cependant, en dehors des installations solaires photovoltaïques isolées dans les villages ruraux, l'expérience dans ce domaine reste faible. Djibouti manque de techniciens capables d'assurer la mise en fonction et la maintenance de toutes ces installations. Et le pays ne dispose à ce jour que d'un module de formation en énergie renouvelable au Lycée Industriel et Commercial de Djibouti- LIC.



L'EPED a développé depuis des années une spécialité reconnue dans la formation. Ici, cours de secrétariat pour des jeunes filles déscolarisées © EPED

D'où la volonté du Centre de Formation de l'EPED de mettre en place une filière technique de formation de jeunes aux métiers d'installation et de maintenance des panneaux photovoltaïques. Ce projet tire son origine de l'expérience vécue lors de la réhabilitation des bâtiments de la Mission Protestante de Djibouti, à travers une démarche innovante : « Le Chantier école ». Il s'agit dans cette approche de construire et de former des jeunes à la fois aux techniques utilisées dans un chantier pour permettre directement une immersion des apprenants dans les réalités du monde du travail. Grâce à un premier partenariat avec l'organisme allemand Brot für die Welt, le Centre de formation a pu acquérir le matériel nécessaire pour démarrer une filière et une trentaine de jeunes des régions d'Ali Sabieh, de Tadjourah et de Djibouti

ville ont déjà composé la première promotion dans ce métier. Un projet auquel s'associe désormais le Défap.

Tunisie : rendre fertiles des terres arides

À l'occasion de la COP 27, nous poursuivons cette semaine notre présentation de projets du Défap liés à la justice climatique et à la sauvegarde de la création. Celui de l'ATAE nous emmène en Tunisie. Cette association, créée en 2011 dans ce pays en lien avec l'association Abel Granier, du nom d'un pasteur qui s'était consacré à la réhabilitation d'une ferme en zone semi-aride, cherche toutes les stratégies possibles pour rendre aux sols leur fertilité et protéger les écosystèmes du pays afin de préserver l'avenir de l'agriculture.



Partenaires du projet :

Église Reformée de Tunisie, Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE)

Objectifs :

- Diffusion, partage et accessibilité des savoirs auprès des agriculteurs et propriétaires des fermes
- Sensibilisation aux objectifs de l'agriculture environnementale
- Lutte contre la désertification par des techniques d'exploitation respectueuses des sols



*Plantation de barrières écologiques dans la région de Makther
: toute la famille participe...*

© ATAE

Contexte :

« On ne possédera un domaine très bien cultivé qu'en réunissant le savoir, le pouvoir et le vouloir » a dit Columelle au premier siècle de notre ère. Une citation que s'est appropriée l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE), qui réunit des agronomes, des chercheurs et des agriculteurs concernés par l'agriculture dite moderne et ses conséquences sur l'environnement,

particulièrement sur les sols agricoles et la santé humaine. Cette association cherche toutes les stratégies possibles pour rendre aux sols leur fertilité et protéger les écosystèmes du pays afin de préserver l'avenir de l'agriculture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, qui a innové en intervenant en Tunisie sur les problématiques de désertification. La fertilisation réalisée à l'aide de procédés écologiques est un de ses engagements majeurs. Elle bénéficie du soutien du Défap pour la mise en place d'une ferme pédagogique où pouvoir expérimenter et vivre selon les principes promus par l'association.

L'ATAE met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.



Utilisation du méteil : récolte de fourrage © ATAE

Les activités de l'ATAE sont centrées principalement aujourd'hui sur des fermes privées de petites ou grandes dimensions situées à l'étage bioclimatique aride et semi-aride, dont les exploitants souhaitent apprendre la gestion des sols de culture et participer à un développement agricole durable et rentable. En effet, l'ATAE aide les agriculteurs à prendre conscience de la situation du sol de leur exploitation par l'examen de la végétation qui pousse à l'état spontanée. Elle lutte pour promouvoir l'établissement des couvertures du sol par des plantes améliorantes (luzerne, sulla, vesce, fenugrec). Il s'agit de restaurer la matière organique, favoriser la réhabilitation des sols dégradés, fragiles, et le maintien de l'humidité en accroissant la capacité des plantes à stocker l'eau.

L'association Abel Granier, et l'ATAE qui en est directement issue, trouvent leur origine dans l'expérience du pasteur Abel Granier qui, de 1953 à 1969, avec le soutien de sa femme Jane Olivès, botaniste formée à la connaissance des plantes méditerranéennes, a réhabilité entièrement une ferme en zone semi-aride en Tunisie.

Depuis l'origine, l'ATAE travaille en collaboration avec les acteurs tunisiens et français du milieu technique et scientifique (université, écoles de formation, associations ...). Depuis quelques années l'ATAE accueille des VSI qui, entre autres, permettent de travailler au développement du réseau des agriculteurs participants au programme de ferme pédagogique.

Retrouvez ci-dessous un exemple en vidéo des activités de l'ATAE :

Comment le Défap agit pour la justice climatique

Améliorer l'autonomie alimentaire d'une ville, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, développer l'énergie solaire, éduquer à la paix et au développement durable : tels sont les objectifs de quelques-uns des projets soutenus par le Défap, qui a placé la sauvegarde de la création parmi ses priorités pour les années 2021-2025.



Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique », puisque les atteintes au climat se traduisent bien souvent par la perte de moyens de subsistance, par des destructions d'habitats, par des conditions de vie

considérablement plus difficiles pour les habitants des pays les plus pauvres.

En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de formaliser ces engagements en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Elle doit se traduire par la mise en place d'un tableau de bord des dépenses en carbone, tenu par le Secrétariat général, et par une étude au sein de la Commission des Projets des pistes concrètes de compensation carbone au sein de son réseau. Si cette démarche est encore en cours, elle vient surtout souligner le fait que le Défap est déjà, depuis de nombreuses années, engagé dans des projets à forte teneur environnementale. Pour une raison simple : étant en lien avec de nombreuses Églises du Sud, notamment en Afrique, l'un des continents les plus menacés par le réchauffement climatique, le Défap a été appelé à aider des partenaires déjà directement confrontés aux effets de ce changement. C'était le cas du partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis plus de trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi eu régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. En cette année 2022, nombre de ses partenariats ou des projets qu'il soutient comportent un aspect directement lié à ces questions environnementales :

Le Défap, membre fondateur du Secaar

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

Le Défap est un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

République centrafricaine : Des jardins pour

nourrir Bangui



*Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association
A9 © A9*

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante

du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier

avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà

développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



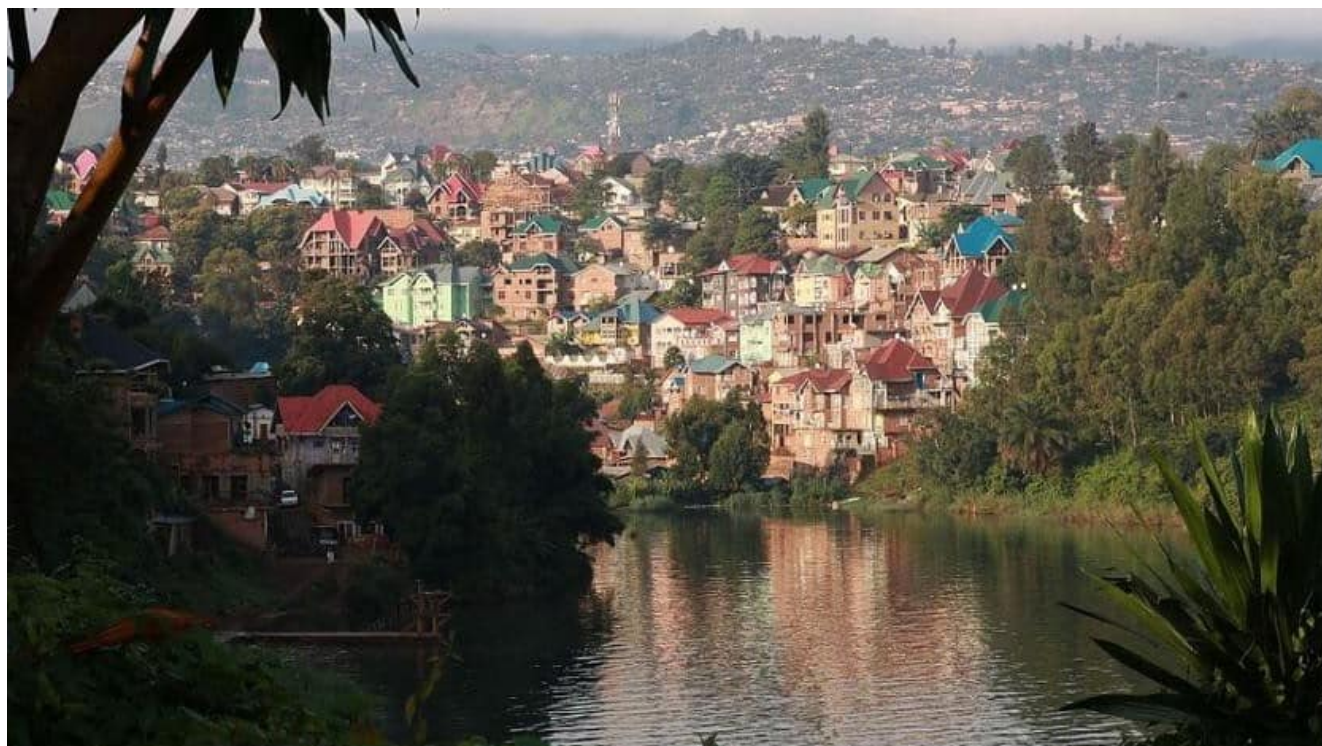
Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l'Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l'insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population, principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le

dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

République Démocratique du Congo : Santé communautaire au Kivu



Vue de Bukavu © MONUSCO/Abel Kavanagh

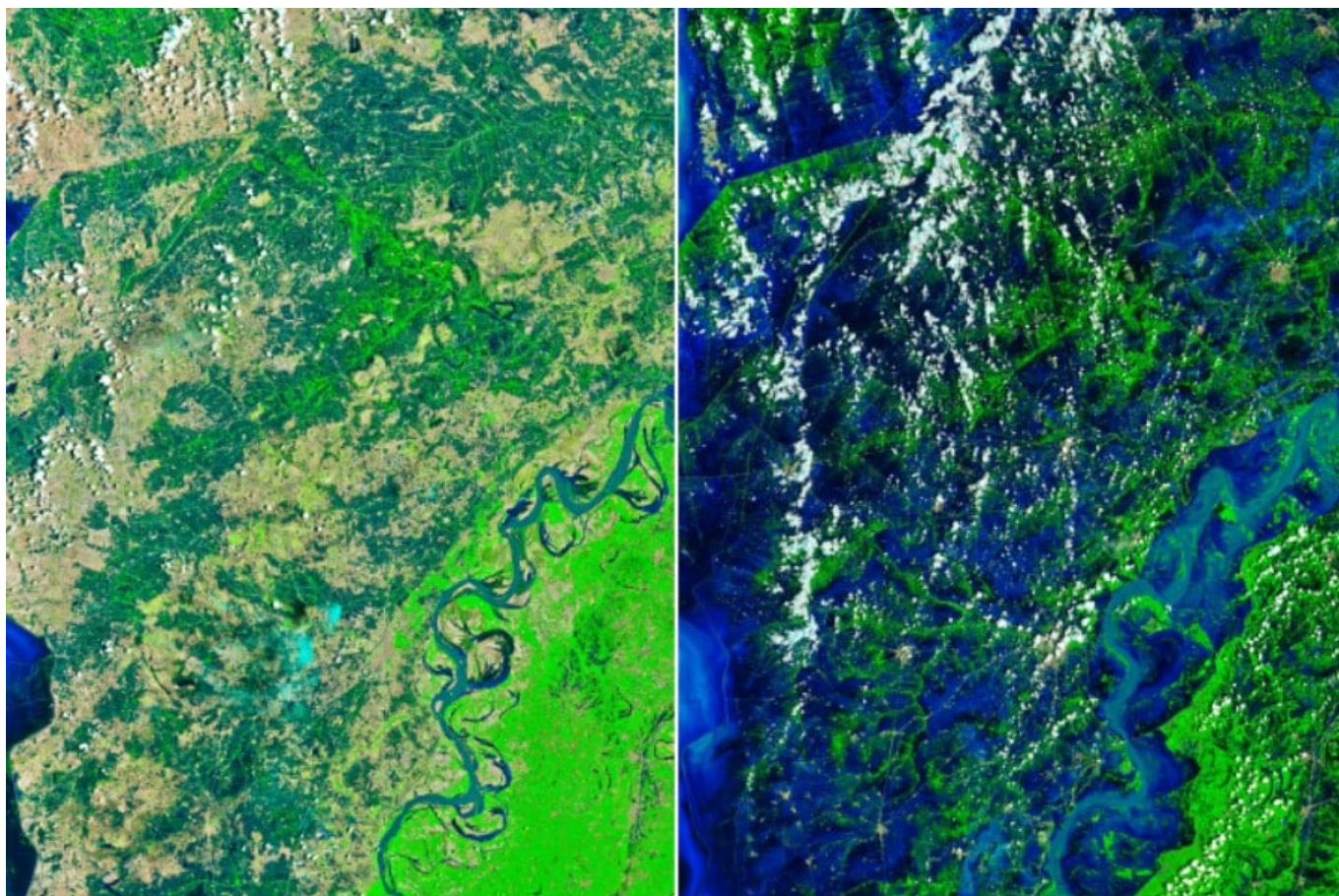
Le Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a connu des périodes de guerre successives. Les populations appauvries luttent à la fois contre la malnutrition et contre une prolifération des maladies chroniques et épidémiques telles que le paludisme, le choléra ou la fièvre typhoïde.

L'ULPGL (Université Libre du Pays des Grands Lacs) veut promouvoir l'usage des plantes, à la fois pour leur usage dans l'alimentation, mais aussi pour leurs vertus médicinales. Son centre de recherche, dépendant de la faculté de Santé et Développement communautaires, a lancé un jardin pilote de 80 espèces de plantes médicinales et alimentaires. Le projet, mené en étroite collaboration avec la population locale de

Bukavu, s'étend de la recherche des espèces végétales utilisables, à la diffusion de médicaments destinés à la population.

COP 27 : comment les Églises s'engagent

Alors que la 27ème Conférence des Parties s'est tenue en novembre en Égypte, événements climatiques extrêmes et rapports d'experts se conjuguent pour appeler les décideurs mondiaux à faire davantage pour sauvegarder les conditions de vie sur notre planète. Aux côtés des ONG et des militants pour l'environnement, les chrétiens s'engagent aussi. En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Un mouvement dans lequel s'inscrit pleinement le Défap.



Les inondations au Pakistan vues depuis l'espace : à gauche, photo satellite du 4 août 2022 ; à droite, photo satellite prise le 18 août montrant les zones inondées © Nasa

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : nous en avons désormais les effets tous les jours sous les yeux. Des effets redoutables, qui se traduisent par des destructions et des pertes de vies humaines touchant principalement les pays du Sud. C'est ce constat, fait dès l'ouverture de la COP 27 le dimanche 6 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui a conduit ces pays à réclamer des dédommagements financiers. Cette question délicate des « pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

L'image d'ouverture de cet article résume à elle seule cet enjeu : elle montre les effets des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan au cours des mois précédant cette

27ème Conférence des Parties, qui a regroupé les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis la mi-juin 2022, le Pakistan a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays.

Ce que l'on prévoit, ce que l'on observe

Mais ce n'est que l'un des événements les plus dramatiques d'une année 2022 qui a vu se multiplier les anomalies climatiques, comme les canicules répétées en Europe accompagnées d'incendies hors-normes, ou la sécheresse extrême qui frappe la Corne de l'Afrique. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié à l'ouverture de la COP 27 constitue un nouveau signal d'alerte : si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées. Il vient s'ajouter au dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui souligne que la fenêtre d'action pour limiter la hausse globale des températures est en train de se refermer. Les politiques publiques mises en œuvre par les États depuis la COP 26 – qui s'est tenue en 2021 à Glasgow, au Royaume-Uni – se traduisent aujourd'hui par une différence négligeable en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre jusqu'alors prévues pour 2030. Ce qui est très insuffisant pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. Sans un changement majeur, la température moyenne du globe devrait augmenter de 2,8°C d'ici la fin du siècle. Et même si les engagements déjà pris au niveau international étaient effectivement tenus – ce qui est loin d'être le cas –

la hausse de température atteindrait entre 2,4 et 2,6 °C.

La fiabilité de ces prévisions est largement reconnue dans le milieu scientifique. Certes, il ne s'agit que de prévisions. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà observer aujourd'hui va dans le même sens. Comme ce que montre cette animation :

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur [sa page Youtube consacrée au climat](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur

lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Quand les Églises appellent à une « conversion » écologique

Alors que les conséquences des changements climatiques, mais aussi de la déforestation et de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les humanitaires s'y sont mis aussi. Les Églises se sont également saisies de la question, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Une préoccupation visible depuis longtemps au niveau international : dès 1983, la Déclaration œcuménique de Vancouver avait souligné les liens existant entre justice, paix et sauvegarde de la création. Au niveau français, à l'approche de la COP 27, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a diffusé une adresse œcuménique appelant le président Macron à « une vraie « conversion » écologique ». L'Église Protestante Unie de France avait pour sa part pris comme thème principal de son synode national en 2021 : « Écologie : quelle(s) conversions » ; et à l'issue de ses travaux, le Synode avait diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#), présidée par [Martin Kopp](#). Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), ou la démarche initiée par le label « [Église verte](#) » .

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Quand elles ne militent pas directement en faveur du climat, les Églises, notamment protestantes, manifestent aussi bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. La conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Comme le soulignait en 2007 le sociologue Claude Dargent dans un article de La Croix (Ce que l'écologie française doit au protestantisme), « les protestants sont deux fois plus nombreux que les Français pris dans leur ensemble à être membres d'une association environnementale ou à être prêts à s'y engager ». Les mouvements écologistes français sont aussi redevables à l'héritage de grandes figures intellectuelles et militantes comme Jacques Ellul et Joseph Charbonneau.

Le Défap agit pour sa part dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont déjà un problème majeur. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales. Ce sont quelques-uns de ces projets que vous avez pu découvrir sur notre site à l'occasion de la COP 27.

Courrier de mission : Pasteur.e.s de là-bas, ici

Du 10 au 12 octobre s'est tenue au Défap une première session d'accueil de pasteurs arrivant de l'étranger et accueillis dans des Églises de France. Vincent Nême-Peyron, Président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie de France, et Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon, reviennent au micro de

Marion Rouillard sur la genèse et sur les buts du projet.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de l'étranger © Défap

**Une première session pour
accueillir les pasteurs d'origine
étrangère, émission présentée par
Marion Rouillard**

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

Courrier de mission : rencontre avec la théologienne Madeleine Mbouté

Doyenne de la faculté de théologie de Ndoungué, où sont formés les pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun, Madeleine Mbouté était fin septembre l'invitée de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Elle y évoque des thématiques qui lui tiennent à cœur et sur lesquelles la faculté qu'elle dirige s'efforce de faire évoluer les mentalités : la place des femmes et l'éthique chrétienne.



Madeleine Mbouté © DR

« Quand on a adhéré au message du salut donné par Jésus-Christ, inévitablement, notre vie devient une bible ouverte. » C'est armée de cette conviction forte que Madeleine Mbouté

dirige la faculté de théologie de Ndoungué, dont elle est doyenne et où elle enseigne depuis 13 ans la théologie systématique. Actuellement présente en France, elle était l'invitée, le 28 septembre, de Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap », diffusée le quatrième mercredi de chaque mois sur Fréquence protestante.

Entretien avec Madeleine Mbouté, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 septembre 2022 sur Fréquence Protestante

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. C'est une institution partenaire du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Sous l'impulsion de sa doyenne, la faculté de théologie de Ndoungué travaille sur des sujets cruciaux comme la place de la femme dans l'Église ou les questions d'éthique chrétienne. Des thématiques qui, au-delà de l'Église elle-même, concernent toute la société camerounaise, dont l'histoire et les valeurs ont été fortement marquées par l'influence protestante : les missions protestantes se sont succédé dans ce pays du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'UPAC, à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui

26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%.

Place des femmes : « 17 femmes ont été ordonnées pasteures en juillet »

Au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, souligne Madeleine Mbouté, les femmes ont une place essentielle. Au quotidien, elles travaillent « à l'éducation des enfants, dans les œuvres sociales, dans l'encadrement des déshérités ». Elles peuvent aussi faire des études de théologie, devenir pasteures et cadres de l'Église. Comme le note Madeleine Mbouté, « Henriette Mbatchou, qui a été présidente de la Cevaa (la Communauté d'Églises en mission), est de notre Église ». Mais c'est une conquête récente et qui nécessite encore de poursuivre les efforts pour mieux reconnaître la place des femmes. Dans cette évolution, une missionnaire d'origine hollandaise de l'Église Réformée des Pays-Bas, Jansen Mechteld, qui fut la toute première pasteure à travailler, de 1989 à 1993, dans une paroisse de l'EEC à Foumban, a joué un rôle de déclencheur en bousculant les mentalités au sein de l'Église. « L'EEC a commencé à accepter des femmes en formation théologique en octobre 1992 », rappelle ainsi Madeleine Mbouté. Néanmoins, il a fallu attendre l'année 2001 pour qu'elle consacre ses premières pasteures. Depuis les années 90, « une quarantaine de femmes ont été formées dans notre école de théologie à Ndoungué, mais aussi à l'UPAC ». Mais si les pasteures de l'EEC « assument leurs responsabilités avec dévouement et efficacité », aujourd'hui encore, elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Madeleine Mbouté se veut toutefois confiante dans l'évolution des mentalités au sein de son Église : « sur les 126 pasteurs qui ont été consacrés le 24 juillet dernier, il y avait 17 femmes ». Une évolution à laquelle elle travaille régulièrement à travers l'organisation de colloques et de séminaires.

Les questions d'éthique chrétienne sont un autre grand sujet

auquel se consacre Madeleine Mbouté. Un thème difficile au sein d'une société marquée par de nombreuses dérives, qui n'épargnent pas toujours les Églises. « Tout au long de l'année académique 2021-2022, note-t-elle, nous avons tenu des séminaires en master 1 et 2 sur la thématique de la christologie de conquête et de reconquête ». Une manière de dire que les chrétiens doivent assumer de porter dans la société des valeurs inspirées de leur foi : « c'est quand on a accepté l'amour de Jésus-Christ pour nous, son sacrifice pour notre vie, que les fruits éthiques peuvent accompagner notre vécu au quotidien ». C'est d'ailleurs pour travailler sur ces questions d'éthique qu'elle est actuellement en France, ce qui lui permet d'accéder à la bibliothèque de l'Institut Protestant de Théologie et de s'entretenir avec des enseignants, notamment la doyenne Valérie Nicolet. « J'avais fait une analyse il y a 13 ans sur la crise spirituelle au sein du protestantisme camerounais », rappelle-t-elle. Après des années d'enseignement à Ndoungué, elle a repris « des recherches pour mieux comprendre les causes de cette crise, ce qui y a conduit l'Église ; et pour mieux comprendre le comportement des chrétiens dans la société ».

En communion avec l'Action Chrétienne en Orient

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO), organisme missionnaire proche du Défap et qui met en relation, depuis 1922, les communautés chrétiennes d'Occident avec celles de pays comme la Syrie, le Liban, l'Iran ou l'Égypte, vont tourner en ce

début d'octobre autour de l'accueil de grands témoins internationaux, d'abord en Alsace, puis à Paris. À l'occasion du culte organisé dimanche prochain à Strasbourg, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée par des témoins de différents pays à l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune.



Mathieu Busch, pasteur et directeur de l'ACO, lors d'une animation dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO) ont déjà commencé dans la région de Strasbourg, avec deux déléguées venues en avance : [Houri Moubahiajian \(de Syrie\)](#) et [Taline Mardirossian \(du Liban\)](#), de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Elles découvrent Strasbourg, l'Alsace et de nombreux lieux et acteurs de l'UEPAL. Au programme : participation à un culte missionnaire à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la

catéchèse, découverte de la maison protestante de la solidarité, de la Médiathèque Protestante, du musée Oberlin, de la faculté de théologie protestante, découverte de la paroisse de la Meinau, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux...



L'ACO reçoit à Strasbourg la Syrienne Houri Moubahiajian et la Libanaise Taline Mardirossian © ACO

Le week-end qui vient marquera [le lancement officiel des célébrations](#), avec un premier événement organisé samedi 1er octobre au Temple Neuf qui accueillera, tout au long de l'après-midi, des tables rondes et [un concert](#). Deux de ces tables rondes évoqueront notamment le positionnement et l'action des Églises orientales, dans des pays où se multiplient les crises : « Espérer en temps de crise » avec le pasteur libano-syrien Hadi Ghanous, et « Le travail humanitaire des Églises du Proche-Orient », avec le pasteur et

théologie Wilbert van Saane de la NEST (faculté de théologie protestante de Beyrouth). Puis, le dimanche 2 octobre, débutera à 10 heures le culte du centenaire en l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune, en plein centre de Strasbourg.

À cette occasion, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée lors du culte par des témoins venus de différents pays :

Seigneur, notre Dieu, nous voulons joindre les mains pour te confier, avec espérance, les défis de notre monde et les souffrances de ceux qui luttent pour une vie digne.

Nous te prions pour l'Orient, pour tous ces pays violemment touchés par de nombreuses crises et conflits, et pour toutes ces personnes frappées par l'injustice de situations cruelles qu'elles n'ont pas choisies.

Seigneur, avec espérance nous te remettons nos frères et sœurs d'Orient.

Nous te prions pour l'Occident, pour ces pays dit développés et puissants mais qui connaissent aussi de grandes fragilités : le conflit en Ukraine, la tentation de la fermeture et du rejet de l'autre, l'inquiétude des plus défavorisés.

□ *Nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre*

Seigneur, avec espérance nous te confions nos frères et sœurs d'Occident.

Nous te prions pour tous ceux qui dans notre monde sont forcés de quitter leurs foyers sous le coup de la guerre, de conditions de vie dégradées, du changement climatique.

Seigneur, avec espérance nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre.

Nous te prions pour notre planète bouleversée par l'impact des activités humaines qui mettent en péril l'existence de

nombreuses espèces végétales et animales, la régulation du climat et les conditions de vie de millions d'êtres humains.

Seigneur, avec espérance nous te confions l'immense écosystème rempli de vie que forme notre terre.

Nous te prions pour ton Église, à la fois universelle et riche de sa diversité, pour son témoignage et son engagement en ton nom, au service de la Vie. Nous te prions pour les partenaires de notre communauté ACO, pour notre coopération et communion afin qu'elle soit toujours guidée par ton amour.

Seigneur, avec espérance nous te remettons tous ceux qui œuvrent pour la paix, la justice et la vérité.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

«Servir par les livres» : une nouvelle saison pour la CLCF

Depuis le 1er septembre, Maïeul Rouquette a pris la suite de Joan Charras-Sancho comme directeur de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF), association missionnaire fondée par le Défap et le DM au service des Églises et des institutions de formation théologique protestantes francophones à travers le monde. Comme l'indique son slogan, « Servir par les livres », elle a pour vocation d'équiper les bibliothèques théologiques d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en ouvrages de qualité.



*Maïeul Rouquette, nouveau directeur de la Centrale de
Littérature Chrétienne Francophone © CLCF*

Il faisait partie, en juillet dernier, des participants de la session de formation des futurs envoyés du Défap. En ce mois de septembre 2022, le voici à pied d'œuvre : Maïeul Rouquette est le nouveau directeur de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF), succédant à Joan Charras-Sancho, qui est désormais dans la paroisse réformée francophone de Zürich. Les activités ne manquent pas : rencontres avec les différents partenaires en France et à l'international ; immersion dans les différents aspects administratifs de l'association ; tri des livres offerts à la CLCF durant l'année 2022 et aménagement des locaux...

Né en 1990, Maïeul Rouquette a déjà eu de nombreuses casquettes, et ce poste de directeur de la CLCF est la poursuite d'un parcours riche, marqué par de nombreux engagements : associatifs, solidaires... Parmi ces convictions affirmées, il y a la nécessité de défendre les droits de l'homme. La nécessité d'agir pour la sauvegarde de la création, dont il est un militant passionné. Chrétien actif, il était déjà à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne lorsqu'il était encore étudiant en Histoire du Christianisme à Strasbourg, dans les années 2012. Depuis, il est devenu théologien : il a soutenu en mai 2017 une thèse de doctorat sur la construction des origines apostoliques des Églises de Crète et de Chypre à travers les figures de Tite et de Barnabé. Ce qui lui a valu le Prix Constantin Valiadis des amitiés gréco-suisse... Il a ensuite, de 2017 à 2021, participé au projet « Éditer la littérature apocryphe chrétienne » ayant en charge l'édition des Actes de Barnabés grecs et latins. Il a également été animateur jeunesse pour l'Église catholique du canton de Vaud. Mais également coordinateur de camp d'été en astronomie... Esprit toujours actif aux multiples facettes, et attentif à mettre en accord ses actes et ses convictions, il

est également très versé en informatique. Ce qui l'amène à s'intéresser de près aux questions de sécurité des sites internet et de protection des données personnelles... et aux possibles risques de mise en cause des libertés ou de discrimination que représente le recours croissant au numérique, notamment dans l'espace public. Militant des logiciels libres, féru du langage LaTeX, principalement utilisé pour des publications scientifiques, notamment lorsqu'il s'agit d'intégrer dans un document des équations qu'un traitement de texte classique ne permettrait pas de correctement mettre en forme, il a rédigé un manuel : « LaTeX appliqué aux sciences humaines », publié sous Licence Creative Commons 3.0 et dont la version numérique est en téléchargement gratuit, et il est encore aujourd'hui le principal mainteneur du package reledmac du logiciel LaTeX. C'est donc cet homme-orchestre qui a pris la suite de Joan Charras-Sancho pour assurer le fonctionnement de la CLCF...

Ce que fait la CLCF



Une des formations organisées par la CLCF à destination des personnels de bibliothèques universitaires des facultés de théologie © CLCF

Organisme discret mais actif, la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone est à la jonction entre les milieux protestants et universitaires de France, de Suisse et de nombreux pays. On retrouve ainsi dans son conseil d'administration Philippe Wasser, représentant de DM et Claire-Lise Lombard, représentante du Défap. La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique (Polynésie

française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes. Avec des croisements réguliers avec les activités du Défap : c'est ainsi qu'en Haïti, elle a pu agir sur le terrain via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.



Des ouvrages reçus par la CLCF et qui doivent être triés avant d'être envoyés vers des bibliothèques d'Afrique, des Caraïbes ou du Pacifique... © CLCF

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. Ce service organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. On trouve aussi au Cameroun la FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, qui après avoir proposé des sessions de formation, s'est étoffée

avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente de ces équipes locales, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, propose une formation intensive d'auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Courrier de mission : conseils d'un ancien envoyé à ceux qui hésitent à partir

Élie Olivier, 24 ans, est un ancien envoyé du Défap à Madagascar : il était parti en 2019 en tant que service civique. Une mission qui a durablement influé sur sa vie et sur sa vision du monde, comme il l'explique au micro de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Son conseil pour celles et ceux qui envisageraient de s'engager ainsi auprès du Défap, mais se posent encore la question : « N'hésitez pas ! »



Élie Olivier photographié au cours de sa mission à Madagascar
© Défap

C'était il y a trois ans : Élie Olivier, ayant achevé des études d'astrophysique, partait pour Madagascar pour une mission d'animateur linguistique – échanges interculturels à Antsirabe. Il avait le statut de service civique, et avait suivi en juillet la formation pour les envoyés dispensée par le Défap. Quelques mois plus tard éclatait une crise aux retentissements mondiaux : la pandémie de Covid-19. Élie, comme beaucoup d'autres Français en mission à l'étranger, devait interrompre prématurément son séjour, mettre fin à ses activités sur place, couper toutes les relations établies à Madagascar... et rentrer en France avec un fort goût d'inachevé. Et pourtant, en dépit de ces conditions si défavorables, il garde une image très positive de son passage à Madagascar. Au point que cette mission a changé sa manière de voir le monde, ses engagements, et même ses choix professionnels et de vie. Ce qui démontre bien la force de ce qui se vit au cours de la mission d'un envoyé... Invité de Marion Rouillard pour

l'émission « Courrier de mission – le Défap », il témoigne, et donne aussi des conseils aux futurs envoyés qui pourraient hésiter encore...

Un jeune envoyé du Défap à Madagascar raconte, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 juillet 2022 sur Fréquence Protestante

Ainsi, parlant de la mission elle-même – cette mission si brutalement écourtée – il évoque « six mois merveilleux » passés à Madagascar avant son retour en France. Il travaillait au centre Akanysoa, à Antsirabé, une ville qui se situe dans le centre de Madagascar : c'est à la fois un orphelinat et une école primaire. Son activité était donc double elle aussi : à l'école, pendant les journées de la semaine, il était assistant de français ; les soirs et les week-ends, il faisait de l'animation pour les enfants de l'orphelinat. Il était ainsi en relation avec une centaine d'élèves scolarisés dans la partie « école » du centre Akanysoa, et avec une vingtaine d'enfants au sein de l'orphelinat, pour lequel il développait des activités aussi diverses que des ateliers de piano, de solfège, d'échecs... Mais son séjour ne s'est pas limité à Antsirabé : il a aussi eu l'occasion, en-dehors des tâches liées à sa mission, de voyager dans des lieux très divers, jusqu'à Tamatave ou à l'île Sainte-Marie, au large de la côte est de Madagascar, près de la ville d'Ambodifotatra.

S'il avait des conseils à donner aux prochains envoyés, ou plutôt à ceux qui hésitent encore à s'engager avec le Défap, ce serait de se lancer : « On a une chance assez incroyable en France d'avoir des dispositifs comme le service civique, le Volontariat de Solidarité internationale, qui donnent l'occasion de partir découvrir un autre pays. » Et il souligne

l'importance des rencontres faites à l'occasion de telles missions, l'opportunité de développer « des compétences très diverses : adaptation, pédagogie, prise de recul »... Pour lui, « il ne faut pas hésiter à y aller ». Et en profiter pour « apprendre la langue locale », « essayer de s'intégrer »... Car se retrouver ainsi au loin, et dans la position de l'étranger qui a tout à apprendre, « change aussi le rapport à l'altérité ».

Partir en mission, ça « change le rapport à l'altérité »

Au cours de cet entretien, Élie souligne aussi l'importance du rôle du Défap tout au long de la mission, et au-delà : car une mission commence bien avant l'envoi, avec une série d'entretiens qui s'étalent sur plusieurs mois avant la sélection des candidats, et se prolonge bien après, avec une « session retour » organisée généralement au cours du mois d'octobre suivant le retour des volontaires. Ce rôle comporte une préparation au départ, avec une formation dispensée aux futurs envoyés par le Défap, qui comporte des thèmes cruciaux comme les relations interculturelles, la communication non-violente... Ensuite, « pendant la mission, on est suivi, témoigne Élie : des membres du Défap viennent sur place ». Et quant au « debriefing » qui a lieu au cours de la session retour, Élie souligne son importance pour « faire sortir ce qui n'était pas forcément sorti auparavant ». Car il n'est « pas forcément évident de raconter ce qu'on a vécu une fois de retour en France. Cette journée de retour permet vraiment de faire le point sur ce qu'on a aimé ou pas, ce qui nous a surpris... » Et de se rendre compte, aussi, que même si tous les envoyés vivent « des missions très différentes », il y a dans le parcours de tous les volontaires du Défap « des points communs », des similitudes dans ce qu'ils expérimentent...

Aujourd'hui encore, Élie a gardé des contacts avec le Défap : il évoque des visites régulières pour prendre auprès de l'équipe des nouvelles des prochaines missions, ou des

nouveaux projets. Pour sa part, son aventure malgache lui a permis de prendre conscience de l'importance de se consacrer, dans sa vie professionnelle, à des enjeux qui lui tiennent à cœur, liés notamment à l'environnement, au développement et à l'accès à l'énergie. Et elle l'a convaincu de mieux connaître l'Afrique, un continent sur lequel son travail l'amènera à voyager : « 55 pays à découvrir... même si je garde forcément un attachement pour Madagascar ».

Karlsruhe 2022 : les 10 Assemblées du COE en images

Alors que ce 31 août marque l'ouverture de la 11e Assemblée générale du Conseil Œcuménique des Églises (COE), un événement auquel sera présent le président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, retour sur l'histoire du COE à travers ses dix précédentes Assemblées, depuis celle d'Amsterdam, en 1948.



*10e Assemblée du COE, Busan, République de Corée, 2013 ©
Joanna Linden-Montes/COE*

Le Conseil Œcuménique des Églises trouve ses origines dans le mouvement œcuménique des XIXème et XXème siècles, dont la Conférence missionnaire d'Édimbourg en 1910. En 1937, les dirigeants d'une centaine d'Églises avaient conjointement exprimé leur volonté de créer une organisation internationale commune. En 1948, et après la Deuxième Guerre mondiale qui avait freiné ce mouvement, ce sont 147 dénominations chrétiennes qui se sont réunies pour la première Assemblée générale à Amsterdam, qui devait marquer la naissance officielle du COE. Aujourd'hui, ce sont pas moins de 352 Églises qui en sont membres, représentant plus de 580 millions de chrétiens présents dans toutes les régions du monde. Avec des motivations d'abord spirituelles, mais aussi en prise avec les grands problèmes du monde, ce que les dirigeants politiques n'ignorent pas : en témoigne la présence, en ce 31 août à Karlsruhe, du président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui doit prononcer l'allocution d'ouverture.

Également sur place, le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, doit s'adresser à l'assemblée lors de la journée d'ouverture.

À cette occasion, le Conseil Œcuménique des Églises diffuse une rétrospective sur les dix Assemblées précédentes, à travers série de courtes vidéos destinées à partager l'esprit de chaque assemblée et à rappeler le contexte mondial dans lequel elle s'est déroulée. Comme le note le narrateur, depuis « l'importance croissante du COE sur la scène internationale » en 1954 à Evanston jusqu'à la première assemblée à se tenir hors d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord en 1961 à New Delhi, les assemblées du COE ont accompagné le monde à travers de nombreuses crises.

1. Amsterdam, 1948 : « Le désordre de l'homme et le dessein de Dieu. »

Cette première Assemblée se tient trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le monde est dévasté ; on compte des millions de personnes déplacées ou réfugiées. En Asie, les pays colonisés par les Européens luttent pour affirmer leur

indépendance. La Chine est au seuil de la révolution. On perçoit déjà les premiers frémissements de la guerre froide. Et à Amsterdam, issus de nations qui, quelques années auparavant, étaient en guerre les unes contre les autres, des délégués de 147 églises représentant 44 pays se réunissent pour fonder le Conseil Œcuménique des Églises.

2. Evanston, 1954 : « Le Christ, espérance du monde. »

Six ans après la fondation du Conseil Œcuménique des Églises à Amsterdam, les délégués se réunissent en août 1954 à Evanston, dans le Grand Chicago, pour la deuxième Assemblée du COE. C'est la première et la seule fois qu'une assemblée du COE se tient aux États-Unis – un pays en proie à l'époque à la peur du communisme, à la rivalité avec l'Union soviétique et à l'agitation sociale entourant le mouvement des droits civiques.

3. New Delhi, 1961 : « Jésus-Christ, lumière du

monde. »

En novembre 1961, les délégués du Conseil Œcuménique des Églises se retrouvent pour la troisième fois : la rencontre a lieu à New Delhi, la capitale de l'Inde. C'est la première Assemblée à avoir lieu en dehors de l'Europe occidentale ou de l'Amérique du Nord. Un choix qui reflète l'importance croissante et l'implication de plus en plus marquée dans les affaires internationales des nations nouvellement indépendantes d'Asie et d'Afrique.

4. Uppsala, 1968 : « Voici que je rends tout nouveau. »

1968 est une année de troubles partout dans le monde. La guerre du Vietnam fait rage, tout comme le conflit du Biafra au Nigeria. Le mouvement des droits civiques aux États-Unis est à son apogée. En Tchécoslovaquie, le Printemps de Prague cherche à promouvoir un « socialisme à visage humain » – une expérience audacieuse qui sera interrompue par l'invasion soviétique. Partout, des jeunes manifestent dans les rues – de Paris, Berlin et Francfort à Mexico et Tokyo. En Afrique du Sud, un nouveau Conseil sud-africain des Églises prépare un « message au peuple » dénonçant l'apartheid.

5. Nairobi, 1975 : « Jésus-Christ libère et unit. »

En 1975, des délégués du monde entier se réunissent à Nairobi, au Kenya, pour la 5ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises, la première assemblée à avoir lieu en Afrique, un continent où le christianisme connaît une croissance rapide. Avec plus de 650 délégués votants, l'assemblée se caractérise par une plus grande diversité géographique, confessionnelle et culturelle et par une plus grande représentation des pays du Sud que jamais auparavant.

6. Vancouver, 1983 : « Jésus-Christ, vie du monde. »

Il est presque minuit le vendredi 5 août 1983 – la veille du 38ème anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, au Japon. Sur le campus de l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver, des milliers de participants à la Sixième Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises sont réunis depuis le début de soirée sous une tente en témoignage public pour la justice et la paix. Soudain, à la surprise générale, Mgr Desmond Tutu apparaît, tout juste arrivé après avoir été autorisé à voyager par les autorités sud-africaines. « Si Dieu est pour nous », dit Tutu, symbole de la lutte pour la justice, la réconciliation et la paix, « qui peut être contre nous ? »

7. Canberra, 1991 : « Viens, Esprit Saint ; renouvelle toute la création. »

La 7ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises innove à travers son thème, le premier à être axé sur l'activité de l'Esprit. C'est aussi la première fois que le thème de l'Assemblée prend la forme d'une prière, et que la création y occupe une place prépondérante. Cette évolution est due aux engagements pour la justice, la paix et l'intégrité de la création lancés lors de l'assemblée de Vancouver huit ans auparavant et qui ont abouti à un rassemblement mondiale à Séoul un an avant cette Assemblée de Canberra. Ce thème reflète également une prise de conscience croissante que toute la création est menacée par la pauvreté, l'injustice, la guerre et la pollution qui ont tant marqué la vie sur la planète.

8. Harare, 1998 : « Tournons-nous vers Dieu dans la joie de l'espérance. »

« Pour nous, en Afrique du Sud et australe, et en fait pour l'ensemble du continent, le COE a toujours été connu comme le champion des opprimés et des exploités » : telles sont les paroles prononcées par Nelson Mandela, dans l'un de ses derniers actes publics en tant que président sud-africain, s'exprimant lors des célébrations du 50ème anniversaire du Conseil œcuménique des Églises lors de sa 8ème Assemblée à Harare, la capitale du Zimbabwe, en décembre 1998.

9. Porto Alegre, 2006 : « Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce. »

La première Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises au XXIème siècle se réunit en 2006 à Porto Alegre, une ville de 1,3 million d'habitants dans le sud du Brésil. C'est la première Assemblée à se tenir en Amérique latine, une région du monde confrontée à des défis sociaux, ethniques, économiques et politiques, et à un moment où les peuples de la région cherchent des alternatives à la mondialisation économique et financière.

10. Busan, 2013 : « Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix. »

Soixante ans après l'armistice de 1953 qui a apporté une trêve à la guerre de Corée, le Conseil Œcuménique des Églises se réunit pour sa 10ème Assemblée à Busan, à la pointe sud de la péninsule coréenne. La réalité de la séparation persistante de la Corée entre deux entités antagonistes, le Nord et le Sud, est rappelée aux délégués lorsque plus de 800 participants se joignent à un pèlerinage de paix jusqu'au mont Dora et Im-jin-gak, à sept kilomètres de la ligne de démarcation militaire.

Courrier de mission : partir en mission, pour soi-même et pour les autres

L'approche du mois de septembre va marquer le début des premiers départs des envoyés du Défap qui ont participé

à la session de formation de juillet 2022. L'occasion de revenir sur l'importance de cette formation pour se préparer au contexte, à la culture et aux enjeux des missions que les volontaires trouveront bientôt sur place. Retour sur ce qui fait la spécificité du Défap à travers l'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 16 août 2022 sur Fréquence protestante. Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, était au micro de Marion Rouillard.



*Un moment de la session de formation 2022 des envoyés du Défap
© Défap*

Les voici au mois de juillet dernier : penchés sur leurs ordinateurs, studieux, occupés à suivre l'un des modules de formation du Défap... Depuis, l'été a passé, et la rentrée qui approche va donner le signal des premiers départs. Les futurs envoyés du Défap vont bientôt s'envoler pour l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Liban, Madagascar, la Tunisie... Les envois s'échelonneront sur plusieurs semaines, au gré de la durée prévue de leur mission, des procédures nécessaires pour partir de France (elles se sont notablement alourdies depuis les restrictions provoquées par l'épidémie de Covid-19), des modalités d'accueil sur place... Cette année, les envoyés du Défap sont onze en tout, avec des expériences très

différentes de l'engagement à l'étranger et des profils très divers. Les âges vont de 21 à 58 ans ; certains partent avec le statut de service civique, d'autres en tant que VSI (Volontaires de Solidarité Internationale)... Mais tous auront eu l'occasion de se retrouver pendant une dizaine de jours au 102 boulevard Arago pour suivre une même formation, destinée à les préparer à la fois à leur future mission et aux défis qui les attendent ; une formation qui est une marque de fabrique du Défap.

Cette période de rentrée, prélude aux départs, est l'occasion de revenir sur la formation des envoyés dispensée par le Défap. Au cours du mois d'août, Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, a été l'invitée de Marion Rouillard dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Comme elle a pu le souligner, cette session commune à tous les envoyés, qui se déroule traditionnellement durant la première moitié du mois du juillet et au cours de laquelle tous les candidats au départ se retrouvent au 102 boulevard Arago, à Paris, est « une marque de fabrique de notre institution : on ne part pas seulement en mission pour soi-même ; on s'inscrit dans un projet ». Cette période passée en commun au siège du Défap est, entre autre, un moment clé pour permettre à tous de prendre conscience de cette histoire longue et de ces relations tissées depuis longtemps par-delà les cultures et les frontières dans lesquelles les envoyés vont s'inscrire.

Comment se passe la formation et le suivi des "envoyé·e·s", émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 16 août 2022 sur Fréquence Protestante

Laura Casorio a aussi eu l'occasion de détailler cette période

si particulière qui précède l'envoi en mission : période cruciale, même si elle n'est pas la plus visible. Ainsi, pour le Défap comme pour les candidats au départ, « la mission est beaucoup plus longue que ce qui se passe sur le terrain », rappelle-t-elle au micro de Marion Rouillard. « Elle commence au moment de la validation de la candidature, et se termine au moment où l'on se dit au revoir après la session retour ». La session de formation proprement dite est ainsi l'aboutissement d'un processus qui dure plusieurs mois : le recrutement est ainsi scandé par une série d'entretiens successifs avec la CEP, la Commission Échange de Personnes ; un temps nécessaire pour que les candidats au départ puissent s'interroger sur leurs motivations au départ, sur les missions qu'ils et elles seront amenés à accomplir.

« La mission dure beaucoup plus longtemps que ce qui se passe sur le terrain »

Au cours de la formation proprement dite, souligne Laura Casorio, « nous consacrons beaucoup de temps aux enjeux de l'interculturel : d'abord avec des sociologues, pour fournir aux envoyés des grilles de lecture des paramètres à prendre en compte lors des relations sur place ; pour les préparer aux relations avec d'autres croyances, aux relations avec l'autre et avec ses manières différentes de communiquer ; pour les préparer aux manières différentes de gérer les conflits... » Cette période est aussi l'occasion de faire « un travail sur leurs motivations », sur leurs manières de se ressourcer : il est important de savoir doser les efforts sur la durée, d'où la nécessité aussi de « bien se connaître pour savoir comment réagir face à des situations qui peuvent être inattendues ». Enfin, la formation est aussi un temps indispensable pour fournir avant le départ « des conseils pratiques, administratifs, des informations sur le contexte de la mission »...



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Cette période de formation s'inscrit dans tout un contexte : non seulement elle suit une période longue de sélection des candidatures, mais elle se prolonge ensuite par un suivi régulier des envoyés pour pouvoir évaluer la manière dont ils s'adaptent au contexte qu'ils trouvent sur place, comment ils s'approprient la mission et s'y inscrivent... Et même après le retour en France, les envoyés seront invités à revenir au Défap (généralement au cours d'un mois d'octobre suivant leur retour) pour participer à une séance de « debriefing », échanger sur ce qu'ils auront découvert et vécu sur place, envisager l'avenir, à la fois sur le plan personnel et en lien avec les partenaires qu'ils auront découverts en cours de mission, notamment le Défap lui-même... Une dernière étape elle aussi importante, car autant les attentes des uns et des autres diffèrent au moment du départ, autant la manière d'envisager les suites de la mission sont nombreuses.

Comme le souligne Laura Casorio, l'envoi en mission par le Défap s'inscrit dans un dispositif d'État, avec des obligations propres, notamment en ce qui concerne le respect de la laïcité : ainsi, le Défap envoie en mission des volontaires aux profils très divers. Ils peuvent être « médecins, enseignants, ingénieurs »... Certains peuvent être protestants, d'autres non. Certains sont jeunes et ne sont jamais partis à l'étranger, d'autres au contraire ont déjà eu l'occasion de vivre hors de France pour des périodes plus ou moins longue... Certains partent seuls, d'autres en couple voire en famille. Beaucoup envisagent de revenir en France, soit pour y poursuivre une activité professionnelle, soit pour y reprendre des études, et cette période « d'atterrissage » après la mission est une étape à ne pas négliger. D'autres, enfin, voyageurs au long cours, envisagent plutôt de passer de longues années, voire toute leur vie à l'étranger. Pour tous ces profils, le Défap ne dispense donc pas une formation technique : il s'agit, avant de partir, « de donner des outils pour faciliter les relations sur place ». Et permettre que cette période de l'envoi en mission ouvre sur autre chose – ce qu'il s'agira de découvrir sur place : car on revient toujours différent de ce que l'on était au moment du départ. « Les échanges, ça vous change »...